

Le système éducatif français, exo comp orale

Les principes de base

Les principes inspirant le système éducatif français sont énoncés dans la Constitution de 1958 dans laquelle il est déclaré que à« l'organisation de l'enseignement public obligatoire gratuit et la  c à tous les degrés est un devoir de l'état à». La mise en place d'une structure répondant à ces objectifs est faite en France de manière centralisée même si les réformes effectuées depuis une vingtaine d'années ont atténué cette tendance de fond. Le système d'enseignement unifié qui s'est progressivement mis en place repose sur le trio :  coles, collèges, lycées.   L'enseignement primaire à L'enseignement primaire regroupe l' cole maternelle et l' cole primaire. L' cole maternelle créée en 1881 concerne les enfants entre 2 et 6 ans et n'est pas obligatoire. Pas vraiment une  cole malgré son nom, l' cole maternelle est plutôt un lieu d'éveil à la vie en société et à l'autonomie (la famille n'est pas là ...). 99 % des enfants de 3 ans fréquentent l' cole maternelle. L' cole élémentaire est obligatoire et accueille les enfants entre 6 et 11 ans. L'apprentissage de l'éducation commence avec elle : la lecture, l'arithmétique, l'écriture, l'initiation à une langue étrangère et à l'informatique. L'enseignement est donné par un instituteur.   L'enseignement secondaire à L'enseignement secondaire se compose du 1er et du 2 me cycle. Dans le 1er cycle, entre 11 et 16 ans, les élèves re voient un enseignement plus complet et plus complexe qu'à l' cole élémentaire : mathématiques, histoire, géographie, français, sciences, langues étrangères, éducation physique etc. Ce cycle, qui se déroule au collège, s'achève avec à« le dipl menational du brevet à», qui est le premier diplôme du système scolaire. C'est aussi la fin de l' cole obligatoire, mais la plupart des élèves continuent leurs études dans le 2 me cycle. Le 2 me cycle offre plusieurs voies : générale, technologique, et professionnelle. Les 2 premières voies, qui comprennent de nombreuses options (scientifique, économique, littéraire), conduisent au baccalauréat, après trois ans passés dans un lycée. Ce diplôme permet d'entrer à l'université. La 3 me voie, la professionnelle, plus courte (2 ans), a pour but l'apprentissage d'un métier et se déroule dans un lycée professionnel. Notons qu'il existe des passerelles entre les différentes filières.   L'enseignement supérieur à L'enseignement supérieur est constitué de cinq orientations différentes qui sont les universités, les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), les BTS (Brevet de Technicien Supérieur), les écoles et

instituts professionnels, et les grandes Écoles.- L'enseignement universitaire permet d'obtenir des diplômes classiques du monde académique : Licence, Master, Doctorat.- Les Instituts Universitaires de Technologie délivrent un enseignement supérieur qui relève d'une université et qui offre des formations techniques ou technologiques. Ce type de formation peut aboutir, par exemple, à une formation d'ingénieur.- Les BTS consistent en une formation professionnalisante de deux ans après le baccalauréat, dispensée dans les lycées.- Les Écoles et les instituts proposent diverses formations professionnelles (coiffure, esthétique, arts, photographie, infirmerie, architecture, audiovisuel).- Les grandes Écoles telles que l'École Nationale d'Administration (ENA), qui forme les hauts fonctionnaires de l'État, l'École Polytechnique, qui forme des ingénieurs et des scientifiques, ou encore HEC (Haute École de Commerce), destinée à former des spécialistes des affaires et du monde de l'entreprise, recrutent le plus souvent par concours après une formation de 2 ans dans les classes préparatoires. Une bonne partie de l'élite française est passée par l'ENA. Notons que parallèlement à l'école publique existe un enseignement privé qui suit le même parcours que l'école publique, de la maternelle au supérieur. Environ 2 millions d'élèves sont dans le privé, alors que l'école publique en accueille environ 10 millions (primaire et secondaire). État des lieux de l'enseignement en France. En France, c'est le ministère de l'Éducation nationale et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui sont chargés de l'enseignement. Depuis le 18 mai 2007, Xavier Darcos est ministre de l'Éducation nationale, et Valérie Pécresse est ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Le ministère de l'Éducation nationale, responsable de l'enseignement primaire et secondaire, est doté du plus important budget de l'État : 77 milliards d'euros pour 2007 soit 28% du budget du pays. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a perçu 23,9 milliards d'euros en 2007. Au 1er janvier 2007 le ministère de l'Éducation nationale employait environ 1 200 000 personnes, dont 982 000 enseignants. Globalement, la France dépense davantage pour l'éducation que la plupart des autres pays développés (environ 7 % du PIB). Performances et résultats. Malgré l'importance des moyens financiers engagés par les différents gouvernements, les résultats obtenus par les écoliers français lors de l'enquête PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des Éléves), menée par l'OCDE dans 57 pays en 2006 et rendue publique fin 2007, ne sont guère brillants. Les performances ont même globalement reculé par rapport aux résultats de l'enquête précédente de 2003, en mathématiques et en sciences par exemple. Une proportion importante d'élèves en difficulté,

estimée à 20%, serait une des raisons des mauvaises performances françaises. La réforme du gouvernement Pour remédier aux problèmes rencontrés par les écoles françaises, Xavier Darcos a présenté fin 2007 différents projets de réformes concernant l'enseignement primaire et secondaire. Dans le primaire, la priorité sera dorénavant donnée à l'apprentissage de la langue française parlée, écrite et lue. Deux évaluations nationales mesureront à la rentrée 2008 les acquis des élèves dans le primaire. La suppression des cours du samedi matin libérera du temps pour aider les élèves en difficulté et des stages gratuits de remise à niveau seront proposés aux élèves pendant l'été. Dans le secondaire, le changement le plus important est la suppression progressive jusqu'en 2010 de la « carte scolaire », qui permettra aux familles de choisir ou d'inscrire leurs enfants. Le système actuel de la « carte scolaire » assigne un établissement aux enfants en fonction de leur lieu d'habitation, et ne laisse donc pas beaucoup de liberté sur le choix de l'école. La revalorisation du métier d'enseignant Cette partie de la réforme consiste à améliorer la protection des enseignants lorsqu'ils sont victimes d'agressions. De plus, les infractions graves seront traitées en temps réel et ne resteront plus impunies. Une amélioration des revenus des professeurs en fonction du travail accompli est également prévue, ainsi qu'un renforcement du rôle des chefs d'établissement. Réduire les redoublements D'après l'OCDE, près de 40 % des élèves ont redoublé au moins une fois en France, contre 13 % dans les autres pays de l'OCDE. Xavier Darcos a décidé de réduire massivement les redoublements car ils coûtent chers (1 milliard d'euros), et leur efficacité est contestable. Des pays bien classés dans l'étude PISA, comme le Japon ou la Norvège, ont aboli les redoublements. Sureffectifs dans les « bahuts » français Depuis des décennies une même question se pose en France. Cette question est celle du manque dans les lycées et collèges français : manque de professeurs, manque d'argent ; un manque qui aboutit logiquement au problème des sureffectifs dans les classes : 30, 35 ou 40 élèves dans certains cas. Les Français, de 10 à 11 ans (l'âge auquel on entre au collège) ont presque tous dans l'esprit certaines classes surchargées. Dans ces classes, beaucoup d'activités n'ont plus grand-chose à voir avec la leçon. Certains élèves se réfugient dans les coins de la classe où ils peuvent discuter tranquillement entre eux de leur week-end, du dernier film ou de leurs nouvelles chaussures ; beaucoup sont perdus dans la masse, tandis que seule une rangée d'élèves modérés affronte courageusement leur professeur qui parfois aurait besoin d'un haut-parleur pour se faire entendre. Le nombre devient le symbole de tout ce qui ne va pas dans les collèges et lycées français : un enseignement quantitatif au lieu d'être

qualitatif. Cette réalité joue beaucoup dans la vision qu'ont les lycéens français de leur « bahut », sorte de vieille usine fonctionnant de manière un peu chaotique. La question se pose à nouveau aujourd'hui de manière assez violente, lorsque le gouvernement a annoncé, en début d'année, que les professeurs qui partent en retraite ne seraient pas remplacés. Les effectifs par classe devraient ainsi augmenter de deux élèves en moyenne. Pour l'actuel ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, la qualité d'un enseignement n'est pas liée au nombre d'élèves ; il précise de même que le nombre de professeurs par élève en France reste le plus élevé d'Europe (1 professeur pour 12 élèves). Face à eux il y a les professeurs convaincus qu'il y a bien un lien entre la qualité d'une élève et le nombre d'élèves ; ils ont clairement montré leur désaccord cette année, en manifestant à plusieurs reprises contre les plans de leur ministre. Les élèves qui ont suivi leurs professeurs, ou les ont même devancés, semblent être aussi du même avis. Ils étaient même en « sureffectif » dans de nombreuses rues de France où, loin de leur bahut, ils ont joyeusement fait entendre la voix du nombre.

Le système éducatif français, exercice de compréhension orale



Le système éducatif français, une longue histoire.

Traditionnellement on attribue à l'Empereur Charlemagne (742-814) l'invention de l' cole, en France, même si le concept de éducation remonte à l'Antiquité. On lui doit tout de même les «  coles monastiques » destinées à l'apprentissage de la lecture aux enfants (789). Mais c'est l' glise qui, du Moyen âge à la Révolution française, a contrôlé l'instruction publique en mettant en place des écoles souvent trop chères pour les familles pauvres et à l'enseignement fortement influencé par la religion. Les universités feront leur apparition au Moyen âge (12 me siècle). Il faudra attendre la Révolution française (1789-1799) et la IIIème République (1875-1940) pour que l'enseignement moderne émerge enfin. Les lois de 1881 et 1882 proposées par le ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, instaure la gratuité et la laicit  dans l'éducation devenue obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans. En 1959, la scolarité devient obligatoire jusqu'à 16 ans. Après 1968, les écoles deviennent mixtes et en 1975 le collège unique est instauré. Il y a environ 15 millions d'élèves et d'étudiants en France (2007).

Magazine "Au présent" Le système scolaire français

 

Le système éducatif français, exercice de compréhension orale